

SÉANCE D'OUVERTURE

38^e Congrès FNCCR – septembre 2022 - RENNES

Plénière - Mardi 27 septembre 2022

INTERVENANTS



Animation par Jean-Michel LOBRY

Emmanuel BERTHIER

Préfet de la région Bretagne

Loïg CHESNAIS-GIRARD

Président de Mégalis, Président de la Région Bretagne

Olivier DEHAESE

Président de Territoire d'énergie Bretagne

Xavier PINTAT

Président de la FNCCR

Jean-Michel LOBRY

Bienvenue à Rennes. Nous sommes réunis pour l'ouverture du 38^e congrès de la FNCCR.

Vous aurez le regard rivé sur les panneaux installés de part et d'autre et y lirez des valeurs et des informations importantes qui qualifient vos missions et vos engagements sur les territoires.

Jean-Michel LOBRY

J'AI LE PLAISIR D'ACCUEILLIR XAVIER PINTAT,
LE PRÉSIDENT DE LA FNCCR.

Xavier PINTAT

Mes chers amis, le moment de l'ouverture est venu. Je voudrais accueillir Monsieur Emmanuel BERTHIER, Préfet de la région Bretagne, Mesdames et messieurs les députés et sénateurs, les parlementaires honoraires, Monsieur Loïc CHESNAIS-GIRARD, Président de la région Bretagne, également Président de Mégalis, Monsieur Olivier DEHAESE, qui représente Madame la Maire de Rennes, la Métropole de Rennes et les syndicats. Je le remercie de sa présence et de représenter l'ensemble de ces personnalités.

J'ai le plaisir de déclarer ouverts les travaux du 38e Congrès de la FNCCR à Rennes qui nous accueille pour la première fois. Avec près de 2000 participants, nous battons un record de nombre de participants.

Dans deux ans, la FNCCR célébrera son 80e anniversaire. Toutefois, ce n'est pas la première fois que nous avons le privilège de nous réunir en Bretagne. Nos prédécesseurs avaient tenu leur congrès en 1957 à Perros-Guirec. Comme nous aurons le loisir de le découvrir avec des visites sur le territoire, nous pourrions constater qu'il se passe énormément de choses passionnantes dans cette région dans les compétences de la FNCCR. Je me réjouis de la possibilité de bénéficier d'expériences qui alimenteront nos travaux.

Depuis octobre 2019 et notre Congrès de Nice, notre histoire s'est accélérée. Nous avons été confrontés à des événements majeurs, relevant de l'impensable et totalement absents des perspectives sur lesquelles nous avons travaillé à Nice. Quelques mois après éclatait la crise sanitaire de la Covid-19 qui allait retenir plus de 60 millions de Français et des centaines de millions d'Européens confinés à leur domicile. Outre les conséquences tragiques avec les décès de 150 000 personnes, cette crise sanitaire a engendré des changements économiques et sociaux profonds. Les membres de la FNCCR demeurent des acteurs centraux de ces changements.

Le thème de la résilience des territoires face aux crises avait commencé à émerger bien avant avec le réchauffement climatique. La crise sanitaire a porté cette exigence impérieuse de résilience à un niveau encore supérieur. Le confinement a transformé notamment les réseaux numériques en cordons ombilicaux permettant

de préserver la continuité de nos actions économiques. Les systèmes numériques ont eux-mêmes besoin d'électricité. L'exigence de continuité d'accès de l'informatique à internet demande à son tour une exigence de continuité de l'alimentation en énergie électrique. Tous les acteurs présents ce matin savent par ailleurs que ce service de base de la distribution en eau entretient également un lien indissoluble avec la distribution de l'électricité et son fonctionnement.

La crise sanitaire nous a rappelé que nos exigences de continuité de fiabilité sont un principe de base de service public. Cela est d'autant plus vrai dans les domaines de l'énergie, de l'eau et du numérique qu'incarnent nos collectivités. La crise Covid est contenue, mais une nouvelle crise apparaît sous la forme de l'inflation issue de la surchauffe économique. Alors que les coûts de fonctionnement et d'investissement du service public ont entamé une ascension préoccupante, la guerre russo-ukrainienne est brutalement apparue en créant de surcroît une insécurité en approvisionnement en pétrole et en gaz.

Face à cette multiplication de signaux, bien plus alarmistes que ce que nous pouvions penser ou imaginer lors de notre congrès de Nice en 2019, le thème choisi pour ce congrès de Rennes, à savoir « Rebondir et se réinventer ensemble », prend véritablement tout son sens. Il exprime notre confiance dans la capacité des territoires à relever ces défis en s'adossant à la mutualisation de notre Fédération depuis sa création.

Pour nous inspirer devant ces trois jours de débat, nous pourrions nous appuyer sur le chemin ouvert par nos prédécesseurs et je ne résiste pas à l'envie de faire écho au congrès de Perros-Guirec en 1957. Sur le gaz, nous lisons dans les actes de 1957 qu'au moment des événements du Moyen-Orient, l'opinion française prenait conscience des dangers que faisait courir à notre économie l'insuffisance de nos ressources en énergie. Les perspectives d'utilisation du gisement de gaz naturel de Lacq sont apparues comme une chance inespérée.

Il suffit de remplacer le Moyen-Orient par l'Ukraine, le gaz de Lacq par le biométhane, pour appliquer ce constat de nos prédécesseurs de 1957 à la crise ukrainienne de 2022. Il avait été fortement question d'énergie marémotrice puisque le projet d'aménagement de la Rance avait été présenté ici même. Il en a été de même s'agissant des perspectives de développement de l'énergie nucléaire, les actes du congrès indiquant qu'il faudrait vite procéder à des importations massives de combustibles.

Il y a 65 ans, la question de notre indépendance énergétique nationale était déjà à l'ordre du jour de nos travaux. L'essence de la FNCCR est plus que jamais de pouvoir appuyer sa vision d'avenir sur son expérience du passé. De Perros-Guirec en 1957 à Rennes en 2022, ce lien entre le passé, le présent et l'avenir sera cette année placé sous le signe de la Bretagne. Je vous remercie vivement de nous accueillir cette semaine dans cette magnifique Métropole et dans le Couvent des Jacobins.

Le programme de ce congrès particulièrement riche et diversifié a été conçu pour répondre à la diversité de nos congressistes. Je laisse sans attendre la parole, pour la reprendre ensuite, pour constater les grandes évolutions depuis le congrès de Nice et rappeler les grandes lignes de notre programme de travaux.

Jean-Michel LOBRY

Lors de ce congrès 2022, vous remettrez au centre des débats la question de l'indépendance énergétique nationale. Vous nous invitez à Rebondir et à nous réinventer ensemble. Plus que jamais, les transformations sont évidemment nécessaires.

NOUS ALLONS ACCUEILLIR VOS INVITÉS OLIVIER DEHAESE, PRÉSIDENT DE TERRITOIRE D'ÉNERGIE BRETAGNE, LOÏC CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DE MÉGALIS ET PRÉSIDENT DE LA RÉGION BRETAGNE ET MONSIEUR LE PRÉFET DE RÉGION EMMANUEL BERTHIER.

Olivier DEHAESE



Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la région, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les Présidents de syndicats, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs.

Je veux tout d'abord excuser Mme Nathalie APPÉ-RÉ, Présidente de Rennes Métropole, dont l'agenda a été perturbé par une invitation avec Mme Élisabeth BORNE, Première ministre. Elle m'a demandé de la suppléer pour vous souhaiter chaleureusement la bienvenue à Rennes, ce que je fais avec grand honneur. Bienvenue à tous.

C'est à double titre que je m'adresse à vous, celui de Vice-Président de Rennes Métropole et celui de Président en exercice du Pôle Énergie Bretagne territoire d'énergie, notre toute nouvelle association des cinq AODE en Bretagne, les quatre syndicats départementaux d'énergie et la métropole de Brest. Je salue mes collègues avec lesquels j'ai partagé les principales étapes de la préparation de ce congrès. Je profite aussi de cet instant pour saluer très chaleureusement Didier NOUYOU, mon prédécesseur à la présidence du SDE35, je lui adresse toute mon amitié, c'est beaucoup grâce ou à cause de lui que nous sommes réunis ici.

Certains ont insinué lors d'un conseil d'administration de notre Fédération que nous n'aurions d'autre choix que d'offrir un parapluie à nos congressistes. Et je vous dis « que nenni ». Même si en guise de clin d'œil, j'ai enfilé le ciré jaune que beaucoup connaissent et que je vais enlever aussitôt. Notre choix s'est porté sur un pot de crème solaire, puisqu'à Rennes et en Bretagne, il fait beau plusieurs fois par jour. Les sujets d'intérêt et de travail de notre Fédération sont au cœur de l'actualité. Nous avons connu une canicule cet été, la

sécheresse, les orages, ce qui a matérialisé le réchauffement climatique. De plus en plus, nos concitoyens prennent conscience de la fragilité de notre société face au changement climatique et de la nécessité de lutter contre celui-ci par une transition énergétique accélérée, tout en s'adaptant au changement. Ni la transition énergétique ni l'adaptation au changement climatique ne peuvent avoir lieu sans l'action déterminée des collectivités locales et la force de nos services urbains, l'énergie sous forme de gaz, d'électricité ou de chaleur, l'eau dans son grand et petit cycle, la gestion des déchets. Collectivités locales et services urbains sont au cœur de notre Fédération. Je n'ai ainsi pas de doute que les débats et les échanges de notre congrès soient fructueux.

Aujourd'hui, la première préoccupation des élus locaux est le niveau des prix de l'énergie. Il fragilise notre tissu économique, surtout industriel, et pèse lourdement sur l'inflation qui se répercute sur les ménages, les entreprises et les collectivités. Si les ménages peuvent bénéficier d'aides tarifaires qui ne les protègent pas tous de la précarité énergétique, ce n'est pas le cas des communes et des collectivités territoriales, à l'exception des plus petites toujours éligibles aux tarifs réglementés. À cause des hausses de prix de l'énergie, certaines communes et intercommunalités ne pourront pas boucler leur budget 2023. Je plaide pour qu'un mécanisme de plafonnement des prix de l'électricité, comme du gaz, se mette en place le plus rapidement possible à l'échelle nationale ou européenne au bénéfice de toutes les collectivités. Certains maires ont exprimé leurs très fortes inquiétudes quant au budget 2023. Il est indispensable de plafonner rapidement les prix.

Ce mécanisme d'urgence doit permettre de solvabiliser toutes les collectivités l'année prochaine. Peut-être réussira-t-il également à relancer la filière GNV et bioGNV qui connaît de grosses difficultés actuellement. Un mécanisme d'urgence devra à moyen terme être complété par la réforme des mécanismes de la commande publique en ouvrant aux collectivités de nouvelles possibilités innovantes d'achat d'énergie, en permettant par exemple l'achat direct d'énergie auprès des sociétés de production d'ENR dans lesquelles les collectivités détiennent du capital.

L'urgence sur les prix ne doit pas nous détourner de nos responsabilités en matière de transition énergétique et écologique de nos territoires. La région Bretagne a fait le choix, il y a plus de 40 ans, mais je ne crois pas que ce serait très différent aujourd'hui, de ne pas accueillir de centrales nucléaires. Si notre pro-

duction électrique progresse régulièrement grâce aux énergies renouvelables, mais certes trop lentement sur le photovoltaïque et l'éolien, le taux de couverture de la consommation reste trop faible pour sécuriser les usagers en cas de défaillance des réseaux qui nous relie à nos voisins. C'est pour cela que le dispositif Ecowatt est aujourd'hui généralisé à l'échelle nationale et sera essentiel à la stratégie de la sécurisation énergétique. Aujourd'hui, nous élus, sommes tous engagés dans des plans de sobriété avec des mesures de court terme pour passer au mieux l'hiver, mais aussi de long terme que nous construisons progressivement. Nos syndicats d'énergie et toutes les autorités organisatrices de la distribution d'énergie sont des outils efficaces pour conduire et soutenir des dispositifs opérationnels pour chacun des territoires. Pour cela, il est important que l'État et ses services en région, mais aussi les entreprises dont il détient la majorité du capital, comme EDF et ENEDIS, tous les niveaux de collectivités et nos syndicats ainsi que leurs SEM de développement d'énergies renouvelables travaillent en synergie et dans la confiance. Cela ne peut passer que par une stabilité des textes législatifs et réglementaires ou de nos contrats de concession et par une trajectoire lisible et prévisible en matière de ressources financières. Je pense ici aux problématiques qui nous occupent à la FNCCR sur le FACE ou la TCFE.

Le partage est aussi indispensable pour conduire à la nécessaire transition énergétique de nos territoires. Il passe par une multiplication des échanges, une capacité à discuter et contractualiser des évolutions à la réglementation ou à nos contrats et un partage juste et solidaire entre toutes les parties prenantes de la valeur créée sur les territoires. Avec mes diverses casquettes de maire, de vice-président de la métropole de Rennes, de Président d'une agence locale de l'énergie et du climat, de Président du SDE35, je suis au cœur de ces problématiques et bien placé pour voir ce que les complémentarités entre toutes ces structures sont capables d'apporter. La stratégie politique climatique se décide à l'échelle de l'État, elle se décline dans les régions via les SRADDET et dans les intercommunalités via les PCAET, mais elle n'est perceptible par nos concitoyens au plus près de chez eux que par des actions de proximité dans les communes. Les syndicats d'énergie sont d'excellents outils opérationnels qui disposent d'équipes techniques proches du terrain, d'élus motivés qui s'affranchissent bien souvent de leur appartenance politique pour travailler ensemble. Ils sont donc capables de mettre en œuvre rapidement de nouvelles politiques publiques.

En Ile-et-Vilaine, nous avons démarré en 2021 avec les conseillers en énergie partagée des agences locales de l'énergie et des EPCI, une étude de faisabilité sur la mise en œuvre d'un service d'aide à la rénovation énergétique des bâtiments publics. C'était la conséquence logique de notre participation aux programmes ACTEE 1 et ACTEE 2 portés par notre Fédération.

Malgré la complexité du sujet, de la maîtrise d'ouvrage ou des travaux, ou de la mutualisation du portage financier des investissements, j'ai bon espoir de pouvoir présenter au Comité du SDE35 avant la fin de l'année une nouvelle politique publique locale opérationnelle. J'espère qu'elle recevra le soutien des services de l'État, en facilitant la mutualisation des subventions et de la DSIL, l'appui de l'ADEME, de la région et du département d'Ile-et-Vilaine. J'espère qu'elle pourra s'inscrire dans un nouveau programme porté par notre Fédération et peut-être par d'autres acteurs.

Tel était, mes chers collègues, le message que je souhaitais vous adresser. J'ai conscience de n'avoir pas balayé tous les champs qui seront couverts aujourd'hui et dans les deux prochains jours, mais ils sont vastes. Je veux vous redire une fois encore le plaisir qui est le mien et celui de tous les organisateurs de vous voir si nombreux. Merci à tous de votre présence et très bon congrès à tous.

Jean-Michel LOBRY

Merci. La météo sera douce à Rennes, mais elle n'exclut pas quelques averses. Vous avez abordé des sujets importants qui seront débattus au cours de ce congrès, comme les prix, l'accélération des énergies renouvelables, les facilités réglementaires et la nécessité de fédérer pour un meilleur service de proximité auprès des habitants

JE VOUS REMERCIE D'ACCUEILLIR MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION BRETAGNE, LOÏG CHESNAIS-GIRARD.

Loïg CHESNAIS-GIRARD



Monsieur le Préfet, Monsieur le Président de la FNCCR, cher Olivier DEHAËSE, Président de Territoire d'énergie Bretagne, mesdames, messieurs les élus, mesdames et messieurs les représentants des syndicats, je salue aussi les représentants des énergéticiens et des réseaux de distribution d'énergie. Je suis ravi de vous accueillir en Bretagne, dans un climat changeant qui oblige à penser les transitions, ce que nous faisons depuis plusieurs dizaines d'années. Le congrès est rassemblé autour de mots importants : « Rebondir et se réinventer ensemble », un sujet essentiel dans une succession de crises qui n'en finissent pas de durer. La situation est complexe. Dire à nos concitoyens que nous maîtrisons tout serait exagéré, dire que nous voyons le bout du tunnel serait une fausse promesse, mais nous avons face à nous des actifs, une histoire, une ambition commune et la capacité de trouver des solutions que nous devons mettre en œuvre pour notre pays et pour l'Europe.

La Bretagne ne fait pas exception. Comme partout, elle vit des explosions de la facture énergétique, l'angoisse des familles, des entrepreneurs, des élus locaux sur le passage de l'hiver, sur la capacité que nous avons de trouver des solutions, mais aussi pour tracer les perspectives et se projeter au-delà du moment que nous vivons ensemble et au-delà de cette période de crise aiguë. Nous avons beaucoup de choses à penser. Olivier DEHAËSE l'a dit, le sujet du mécanisme des prix est à mon sens une des batailles premières à réaliser. L'Union européenne va, je l'espère, aboutir très vite avec les états membres. Le gouvernement a mis en place des dispositifs. Il est impératif de penser à ceux qui stabilisent le pays, de penser notamment aux collectivités locales. Je sais que certains maires vivent

dans une angoisse quotidienne, certaines entreprises se trouvent en situation de risques majeurs. Les élus locaux remontent ces informations.

Le deuxième sujet est la décarbonation qui doit être conduite partout dans les territoires. Là aussi, l'Union européenne et l'État ont une responsabilité qui est de donner une feuille de route stable pour nous permettre d'agir et d'agir avec les élus locaux que nous sommes, car ils sont des docteurs en « JSPMPL » (Je suis pour, mais pas là). Il y a plus de dix ans, nous avons lancé avec M. RAMARD le pacte électrique breton. Il y a plus de dix ans, nous disions qu'il allait falloir construire une centrale thermique en Bretagne sinon nous risquions une catastrophe sur notre production d'électricité. Nous devons continuer à réduire notre consommation d'énergie. Nous devons produire des énergies marines, des électrons décarbonés, plus stables en production que sur le continent et permettant l'acceptation sociale.

En 2010, Jean-Yves LE DRIAN avait signée l'Union sacrée avec les patrons de départements, les maires, les élus de tous les territoires, les représentants de la pêche, les représentants du tourisme, les militaires, pour présenter les secteurs dans lesquels nous pourrions produire de l'énergie renouvelable. La difficulté que nous n'avions pas anticipée était le temps nécessaire à la sortie des projets : douze ans. Nous n'avons plus en face de nous les mêmes marins pêcheurs, les mêmes élus locaux et les mêmes citoyens. Nous n'avons pas la mémoire du long terme. Nous devons y réfléchir, y compris le gouvernement, pour faire en sorte que nous ayons la capacité en local à conduire ces concertations qui sont indispensables à la consultation et à l'acceptation sociale et de donner le rythme nécessaire pour qu'une fois les conditions réunies, les projets soient concrétisés.

Si nous n'y arrivons pas, nous vivrons des moments encore plus compliqués que ceux que nous vivons actuellement. S'ajoutera à cela la désespérance à laquelle nous n'avons pas le droit de succomber. Ce qui vaut pour les énergies marines peut être répété sur tous les autres gros sujets, des interconnexions de réseaux d'eau en passant par les problématiques de fibres, les problématiques de stockage et de réalisation d'infrastructures indispensables sur nos territoires. C'est un sujet sur lequel nous devons travailler avec les parlementaires, avec les gouvernements pour faire en sorte d'être capables de travailler ensemble.

Enfin, il faut ajouter de l'intelligence dans les réseaux qui sont gérés en France de manière singulière avec des syndicats, des élus locaux. Il faut redire aux citoyens que ce bien commun est à disposition de tous dans nos métropoles comme dans nos territoires ruraux et jusque sur nos îles. Sans oublier les solidarités que nous avons à réaliser entre nous, à tous les niveaux depuis l'Union européenne jusqu'à la commune, avec tous les acteurs, y compris pour les solutions que nous n'avons pas encore inventées. On ne trouve plus de superlatif pour parler de la crise. Nous sommes plutôt dans une forme de grande bascule, dans laquelle nous devons ensemble travailler avec une solution qui n'est pas le tweet ni la punchline, mais la planification, le travail en collaboration. Chacun à son niveau peut être utile. Et il faut travailler à chaque instant le respect et l'agilité entre les collectivités, avec l'État, avec les entreprises, afin d'avoir la capacité de faire système ensemble. Nous devons faire système ensemble pour répondre à l'angoisse sourde de nos concitoyens qui se transforme par moment en désespérance et par moment en colère. Nous avons donc besoin de maîtrise et de sang-froid. Ainsi, il faut que tous les élus locaux et les maires en premier lieu puissent passer de réseaux de sérénité et d'apaisement. Si à longueur de journée ou de réseau social, on voit des maires angoissés pour chauffer la piscine, l'école, dans l'incapacité de maîtriser les budgets, dans une bataille permanente pour essayer d'obtenir des budgets, ils ne pourront pas amortir la crise sociale et seront incapables d'apaiser notre société au plus proche des territoires, au PMU le dimanche, au café du commerce ou pendant les rencontres en faisant nos courses. Le sujet de la stabilité du pays, de l'apaisement du pays, du sentiment que les choses se tiennent et que chacun à notre poste nous tenons bien la barre est un sujet en soi.

C'est le message que nous devons délivrer, avec l'ensemble des syndicats pilotés par des élus experts. Je suis sûr qu'avec toutes les personnes présentes ici nous construisons le meilleur pour l'avenir. J'y prends ma part avec tous les élus locaux de Bretagne. Nous sommes très fiers de vous accueillir ici, à Rennes, qui est souvent à l'avant-garde de beaucoup d'inventions et avec cette Bretagne qui veut donner l'exemple dans ces transitions qui doivent être heureuses.

Merci à tous.

Jean-Michel LOBRY

Nous avons noté vos propositions, le grand basculement dans nos manières de faire avec agilité, respect et sérénité. Nous avons aussi noté que les territoires gèrent les réseaux, un bien commun à partager, au service de l'utilisateur. Un des points intéressants dans votre propos est la notion de tempo entre les transitions et les urgences climatiques énergétiques. Certainement que le JSPMPL a inspiré notre facilitateur graphique. Il est là. Vous pourrez le rencontrer pendant ces trois jours. Il réalisera le storytelling de l'ensemble de nos débats avec des dessins et quelques mots-clés. Merci Olivier et bienvenue à Emmanuel Berthier.

Emmanuel BERTHIER



Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, je suis très heureux d'être le troisième local de l'étape, après le Président. Quand on commence à présenter les préfets comme les locaux de l'étape, c'est qu'une partie de leur mission est déjà assurée. J'ai rencontré en arrivant de nombreux élus avec lesquels j'ai eu le bonheur de travailler depuis 40 ans. Je suis très heureux de vous accueillir en Bretagne, territoire dont les interventions de mes deux prédécesseurs vous ont sans nul doute convaincus que ses élus partagent une forte volonté d'avancer et qu'ils fourmillent d'initiatives innovantes et ambitieuses. J'ai regardé le programme attentivement. Il est riche et à l'image des défis qui sont les nôtres. Le principal défi est la transition énergétique. Le rôle de l'État est de proposer un cadre de pilotage de la stratégie française pour l'énergie et le climat, entièrement tendu vers l'objectif de neutralité carbone en 2050. Les travaux de son actualisation sont lancés avec des concertations multiples qui seront engagées avec les parties prenantes. Cette stratégie française est utilisée sur le plan législatif avec la loi Énergie Climat de

2019 et la loi Climat et Résilience de 2021. La ministre de la Transition énergétique, qui interviendra tout à l'heure, nous indiquera comment faire de la France la première grande économie décarbonée européenne en structurant sa politique autour de trois piliers.

Le premier est la maîtrise de la demande en énergie. Cela passe plus que jamais par un cheminement résolu vers la sobriété. C'est une exigence collective sans laquelle nous ne parviendrons pas à tenir nos objectifs. Le second pilier est la sécurisation de notre approvisionnement énergétique. La situation internationale actuelle et la crise sanitaire, en mettant l'accent sur certaines de nos fragilités, ont placé sur le devant de la scène des enjeux structurels qui constituent des menaces, mais aussi des opportunités.

À court terme, l'État, producteur et distributeur d'énergie, travaille pour limiter les risques pour les hivers prochains et s'organise pour éviter d'éventuelles tensions que nous voulons temporaires. Cela inquiète parfois fortement les territoires, en particulier au sein des entreprises. Les dispositifs de communication seront stabilisés dans les toutes prochaines semaines. Je crois vraiment à notre mobilisation collective pour faire face aux difficultés de manière solidaire et rassurante.

Le troisième pilier est le développement des énergies renouvelables pour construire un nouveau mix énergétique décarboné. Le Président de la République a eu l'occasion d'indiquer le chemin à Saint-Nazaire et le gouvernement a présenté hier un projet de loi au Conseil des ministres.

Les collectivités que vous représentez et les syndicats de toutes les énergies sont au cœur des réponses, avec des réseaux plus résilients, plus réactifs, plus souples, plus efficaces, plus numérisés, plus décentralisés, tout en restant interconnectés, plus adaptés aux réalités locales. Ils constitueront des solutions territoriales aux enjeux nationaux et mondiaux. Il faut innover dans nos modèles et dans nos technologies, organiser de manière rationnelle le déploiement de nouvelles sources d'énergie.

Je mesure pleinement, en qualité de Préfet, l'engagement des collectivités et leur capacité à travailler ensemble. Il faut s'appuyer sur ses atouts, continuer à développer, prendre mieux en compte la pluralité des points de vue et des besoins, particulièrement ceux des associations et des citoyens dont l'adhésion est une condition indispensable au développement des projets nécessaires à la condition énergétique. L'État est dans ce cadre aux côtés de la communauté d'acteurs de la transition écologique pour les aider dans la stratégie

nationale par un soutien au projet. Il faut anticiper et y associer le plus en amont possible l'ensemble des parties prenantes. C'est un des messages que nous retenons des expériences réussies de l'implantation des énergies marines à la fois à Saint-Brieuc et dans le sud de la Bretagne. La décarbonation de l'économie est essentielle. Plus de 50 % des 54 milliards seront adressés à ces enjeux. Il est souhaité par le secrétariat général des investissements que ces crédits irriguent l'ensemble des territoires et des entreprises.

Sur l'expérience bretonne, nous avons longtemps été préoccupés par la restauration de la qualité des eaux et nous devons poursuivre un certain nombre d'efforts pour faire en sorte que les algues vertes deviennent un mauvais souvenir. Je voudrais saluer la cohérence du dispositif breton qui permet de tracer des perspectives à moyen terme en mobilisant l'ensemble des collectivités concernées.

Nous avons découvert cet été la nécessité de gérer la quantité et nous le faisons en découvrant les solidarités supplémentaires que nous devons construire. Là encore, je salue la cohérence, la complémentarité des collectivités territoriales et des conseils départementaux pilotés par le Conseil régional.

Monsieur le président du Conseil régional, je pensais que vous parleriez de Mégalis, et je vais donc le faire. Cette structure accompagne le déploiement du numérique à l'échelle de la Bretagne. Cette échelle bretonne régionale est le seul exemple en France. Les collectivités sont impatientes de voir la fibre irriguer l'ensemble de leurs territoires. Vous allez avoir l'occasion de nous présenter en détail ce très beau chantier breton dans une conférence.

À travers cette solidarité régionale, je voudrais à mon tour être défenseur de ce modèle breton, fort d'un travail partenarial, d'échanges, d'animations dans le respect des compétences de chacun. Je vous remercie.

Jean-Michel LOBRY

VOUS AVEZ RAPPELÉ LE TRIPTYQUE DE LA STRATÉGIE NATIONALE, LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE, LA SÉCURISATION DES APPROVISIONNEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES. NOUS ALLONS ENTRER DANS LE VIF DU SUJET.

Xavier PINTAT

Je remercie Pascal SOKOLOFF et les collaborateurs de la FNCCR pour avoir pu mener à bien l'organisation de ce congrès.

Mes chers amis, la succession d'événements graves n'a pas fait obstacle à ce que la Fédération fasse avancer les différents domaines de compétences dont nous avons la charge. Nous avons travaillé efficacement pour renforcer les services publics locaux par réseaux. Le renforcement des services publics locaux par réseaux s'est traduit par le nouveau modèle de concession d'électricité et de gaz. Le déploiement de ce nouveau modèle a été massif. À la fin de ce premier semestre de cette année, 336 contrats ont été renouvelés sur 364, plus de 92 % pour une durée moyenne de 30 ans. Ce modèle de contrat commun aux territoires ruraux et urbains apporte de la visibilité de long terme dans la logique de péréquation dans le domaine électrique en intégrant les enjeux décisifs de la transition énergétique, le raccordement des énergies renouvelables et la maîtrise de la demande. Ce modèle a été décliné plus récemment au cas particulier des entreprises locales de distribution et des zones non interconnectées.

Une démarche comparable a été conduite dans le secteur gazier en conduisant à l'adoption au printemps 2022 par France Urbaine et GRDF de nouveaux modèles de contrats de concession. Ce document donne aussi toute sa place à la transition énergétique sous la forme de la prise en considération du raccordement des méthaniseurs. Il adopte également de nouveaux outils de pilotage de concession sous fond d'indicateurs de performance assortis d'incitations financières. Le mix énergétique français repose aussi sur les réseaux de chaleur et de froid.

Une volonté de réorienter ces réseaux dans le sens de leur développement et d'une contribution à la transition énergétique a vu le jour dans le cadre d'un décret d'avril 2022 relatif au classement. S'il était toujours question dans ce texte de service public, il a en revanche recentralisé en partie la distribution de la chaleur en renvoyant à un arrêté ministériel le soin de

déterminer les réseaux concernés par le classement, ce qui n'a pas manqué d'interroger notre Fédération.

C'est ici l'occasion de rappeler que la place de nos collectivités dans les grandes transitions énergétiques et numériques est exposée au risque d'une intervention plus directe de l'État, notamment si les objectifs de lutte contre le changement climatique et l'adaptation à celui-ci ne sont pas atteints suffisamment rapidement.

L'autre exemple prend sa source dans le domaine de l'eau, lorsque la loi 3DS adoptée en février 2022 a confié la présidence des Conseils d'administration des agences de l'eau aux Préfets de bassin. La décentralisation n'est donc jamais acquise et son respect nécessite une vigilance permanente. Par ailleurs, la décentralisation ne suffit pas. Il faut veiller également à une bonne coordination de ce qui se fait respectivement au niveau local, au niveau national, voire au niveau européen. Or, cette coordination n'est toujours pas prise suffisamment en considération par l'État et l'Union européenne. Par exemple, notre Fédération et ses collectivités adhérentes se sont beaucoup impliquées dans la desserte des territoires à très haut débit. Si nous sommes compétents pour déployer des réseaux d'initiative publique dans des zones à haute fréquence, dans les autres zones, le déploiement est de la responsabilité des opérateurs qui ne manifestent pas toujours un zèle exemplaire dans cette mission. La bascule du réseau cuivre au réseau fibre qui devait être réalisé en 2030, conduit certains opérateurs à s'abstenir délibérément de prévoir la desserte dans certains territoires. La bascule pour la fibre a été décidée alors que le nouveau service universel public n'a pas encore été officialisé par l'Europe. Il n'y a donc pas actuellement d'obligation de fibrer toutes les zones, ce qui est inacceptable.

De notre côté, nous avons continué à œuvrer pour faciliter la desserte à très haut débit de nos territoires, en facilitant l'utilisation de la partie terminale des raccordements électriques pour le passage de la fibre ou en élaborant un modèle de convention des raccordements électriques, des bilans de la téléphonie mobile destinés à réduire leur délai de réalisation.

La décentralisation ne peut se concevoir indépendamment d'une saine coopération de l'État. Fort heureusement, nous avons enregistré de vrais et beaux succès au cours de ces trois dernières années.

Dans le domaine énergétique, nous avons mis en place le Programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique). Il s'agit d'un programme de certificats d'énergies par lequel les obligés

apportent un financement à des opérations de diagnostic énergétique sur les bâtiments et les équipements publics locaux. Notre Fédération assure le portage de ce projet en élaborant des outils, en animant le réseau et en gérant les subventions aux collectivités lauréates. Le volume financier de la phase ACTEE 1 était de 10 millions d'euros. Celui d'ACTEE 2 est de 100 millions d'euros. En 2022, ce programme a permis de toucher environ 30 000 communes. Autre point positif, dans le cadre du plan de relance mis en place par l'État en 2021 et 2022, nous avons obtenu 50 millions d'euros de subventions exceptionnelles du CAS-FACE pour sécuriser les réseaux de distribution d'électricité.

Au-delà des réseaux, les enjeux situés en amont et à l'aval de ces réseaux nous ont beaucoup occupés depuis le congrès de Nice. Cela concerne les aspects tels que la production d'énergie renouvelable ou la préservation de la ressource en eau en amont et l'évolution des usages énergétiques et numériques pour la partie aval. Toutes ces problématiques s'inscrivent désormais dans le cadre de références de la transition énergétique écologique. Nous avons eu ces trois dernières années des avancées très significatives, telles que l'amélioration de la réglementation des avances d'associés des communes sociétés d'énergie renouvelable qui ont bénéficié d'une augmentation de leur durée de deux à sept ans et d'une augmentation du plafond de leur montant porté de 5 à 15 % des recettes réelles de fonctionnement. Nous avons ainsi levé des obstacles qui compromettaient la faisabilité de nombreux projets d'énergie renouvelable sur nos territoires.

Nous avons également relayé les attentes de nos adhérents dans le domaine de la méthanisation avec une politique active de raccordement pour la mise en œuvre du droit à l'injection. À la lisière des enjeux de protection des ressources en eau et à l'amélioration des usages de l'eau, nous avons notamment participé au Varenne Agricole de l'Eau avec une mise en perspective des enjeux majeurs de l'adaptation aux changements climatiques dans ce domaine. Nous nous sommes impliqués dans les travaux du Comité national d'anticipation et de suivi hydrologique et avons pris une part active à la concertation sur le projet de décret relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion de situations de crise due à la sécheresse.

Nous avons également pris de nombreuses initiatives au niveau des usages énergétiques, en particulier en ce qui concerne la mobilité décarbonée, dont la FNC-CR et ses adhérents sont des acteurs anciens, la généralisation des schémas directeurs d'infrastructures

d'amélioration de recharge de véhicules électriques, l'amélioration de la qualité du service de la recharge, l'augmentation des niveaux de réfaction tarifaire constituent nos priorités.

Je mentionnerai enfin les initiatives prises par la FNCCR dans le domaine des usages du numérique avec la réussite de la plateforme France Data Réseau dans le cadre du plan de relance. La FNCCR a recueilli les fruits de cette activité particulièrement dense sous la forme de la confiance manifestée par ses collectivités adhérentes. Elles n'ont jamais été aussi nombreuses à rejoindre nos rangs qu'en 2021. Nous avons eu, en effet, le plaisir d'accueillir 118 nouvelles adhésions, dont 63 émanaient de nouvelles collectivités adhérentes.

Pour notre Fédération, la confiance ainsi manifestée par ses adhérents est un point d'appui indispensable face aux défis redoutables et inédits que nous aurons à relever au cours des mois et années à venir. Ces trois journées de travaux vont nous permettre d'en débattre de manière approfondie. Les cinq propositions adoptées par notre Conseil d'administration vont nous servir de fil rouge.

En résumé, nous pouvons rappeler que nous avons demandé des mesures volontaristes de préservation du pouvoir d'achat des ménages en confortant le bouclier tarifaire de l'électricité et du gaz, en instaurant le droit à une alimentation minimale en électricité pour tous les ménages toute l'année et en repoussant la date limite de suppression des tarifs réglementés dans le secteur du gaz naturel. S'agissant du bouclier tarifaire, le projet de loi sur le pouvoir d'achat voté par le parlement l'été dernier nous a donné satisfaction. Cela s'avère plus compliqué pour ce qui concerne la lutte contre la précarité et la prolongation des TRV pour le gaz.

Nous souhaitons également une révision d'ensemble de l'urbanisation du système électrique et du marché de l'électricité. Il est nécessaire en particulier de renommer en tarifs réglementés de vente (TRV) tout son rôle dans la redistribution du consommateur français des avantages de notre mix énergétique à la fois décarboné et compétitif.

Nous sommes très critiques sur le mécanisme de l'ARENH qui a servi à distribuer des rentes confortables à des fournisseurs alternatifs. Ceux-ci se sont d'ailleurs contentés de profiter de l'aubaine en s'abstenant de véritables capacités de production et nos concitoyens en paient le prix fort. Parmi les consommateurs d'électricité, les collectivités devraient être autorisées à revenir au TRV de l'électricité pour maîtriser leur charge de fonctionnement et donc les tarifs de services publics locaux.

Il nous paraît urgent d'accélérer la rénovation des bâtiments, en particulier les bâtiments publics, dans le cadre de l'opération ACTEE portée par la FNCCR, qui est la suite logique des programmes ACTEE 1 et ACTEE 2, et de faciliter le recours au contrat d'approvisionnement à long terme des bornes d'énergie renouvelable. Ces contrats nous paraissent répondre parfaitement aux exigences de notre époque, car ils font converger l'incitation de développer des énergies renouvelables face au retour sur investissement avec la possibilité pour les acheteurs de bénéficier de prix stables dans la durée.

Nous aborderons au cours de nos débats un large éventail d'enjeux liés à la transition énergétique, tels que le développement de la méthanisation avec l'hydrogène vert, l'évolution de la recharge des véhicules décarbonés, la modernisation de l'éclairage public en faisant converger la sobriété énergétique avec la lutte contre la pollution lumineuse, l'évolution du CAS-FACE ou la planification multiénergies et la place des réseaux de chaleur et de froid.

Dans le domaine du numérique, nous aurons en perspectives le territoire connecté de demain qui commence à devenir une réalité pour certaines collectivités. Les multiples dimensions de ces thématiques vont alimenter nos travaux qu'elles concernent les problématiques d'infrastructures, telles que les ouvrages de génie civil aériens ou souterrains, tels les réseaux d'objets connectés, telles que la question de remplacement du réseau de cuivre par la fibre optique, telles que la problématique d'usages des données et l'enjeu fondamental de la cybersécurité.

Le cycle de l'eau est un volet majeur de la transition écologique. Les défis qui se dressent devant nous dans ce domaine ressemblent à la quadrature du cercle puisque nous devons à la fois anticiper les risques d'inondation et anticiper les risques de sécheresse, tenter de maintenir ce bien vital, tout en nous forçant à atténuer ou supprimer la précarité de certains usagers.

Nous retrouverons ces questions au travers des débats consacrés à la gestion de crise dans le domaine de l'eau, à la tarification de service public de distribution d'eau potable et d'assainissement, à la qualité de l'eau, délégation de service public et à la gestion publique ou encore à la conciliation entre la préservation des ressources et l'activité agricole. Vous trouverez en perspectives de ces thèmes parfois un peu techniques en débattant du Pacte vert pour l'Europe, de la place des citoyens dans la gestion des services publics locaux, sans oublier aussi la dimension histo-

rique et sociologique avec la conférence sur l'association AARHSE.

Comme le veut la tradition, les congrès de la FNCCR sont un rendez-vous aussi important qui nous autorise à une prise de hauteur en accueillant l'écrivain et cinéaste Nicolas Vanier qui nous fera partager le regard qu'il porte sur les bouleversements écologiques, sur la façon d'organiser cette résilience, question qui constitue la trame de nos travaux.

Enfin, quelques représentants majeurs des principaux acteurs de notre paysage institutionnel et économique ont accepté d'honorer notre congrès de leur présence. Je voudrais les en remercier très vivement :

- Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique qui interviendra cet après-midi en visioconférence à propos de notre situation énergétique et des perspectives qui s'ouvrent devant nous notamment pour nos collectivités.
- Mme Caroline Cayeux, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur et des outre-mer et du ministre de la Transition écologique clôturera nos travaux jeudi.

Je souligne également la participation de Monsieur Jean-Bernard LEVY, PDG d'EDF, qui interviendra demain, le directeur des infrastructures d'Engie, Édouard SAUVAGE, Madame Marianne LAIGNEAU, présidente du Directoire d'Enedis, Laurence POIRIER-DIETZ, directrice de GRDF, et Madame Emmanuelle WARGON, nouvelle présidente de la CRE.

Nous allons ouvrir nos tables rondes dans quelques instants, je vous remercie de votre attention et vous souhaite un excellent et fructueux congrès.

Jean-Michel LOBRY

Merci de votre présence.







SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE